



## FAITS SAILLANTS

- Les préfectures de la Haute Kotto et de la Ouaka demeurent des foyers de tension qui mobilisent l'attention de la communauté humanitaire
- L'insécurité constitue un frein à l'action humanitaire.
- A la fin du mois de février, le Plan de réponse humanitaire de 2017 n'est financé qu'à hauteur de 5%. Cependant la communauté humanitaire reste mobilisée pour apporter une réponse dans les foyers de tension malgré un sous financement chronique de l'action humanitaire

## CHIFFRES CLEFS

# de personnes déplacées	402.240
# de réfugiés centrafricains	475 000
Population ayant besoin d'une aide humanitaire	2,2 M
Population touchée par l'insécurité alimentaire	2 M

## FINANCEMENT

**399,5 millions \$**  
Fonds requis pour le Plan de réponse humanitaire en 2017

**19 millions \$**

soit 5% des fonds ont déjà été mobilisés

OCHA encourage les partenaires et les bailleurs à rapporter de leurs financements à travers le Financial Tracking Service (FTS). Cette action collective permet de suivre le taux de financement du Plan de réponse humanitaire, analyser les gaps et les besoins et prendre les décisions stratégiques appropriées pour l'allocation des fonds.

## Au sommaire

- Les préfectures de la Haute Kotto et de la Ouaka sont toujours dans l'œil du cyclone P.1
- Visibilité humanitaire réduite à Kouï P.2
- 3,1 millions de dollars américains pour sauver des vies à Briä et Bambari P.3
- Fermeture des sites de déplacés : Le quartier de Boeïng renaît de ses cendres P.4

# Les préfectures de la Haute Kotto et de la Ouaka sont toujours dans l'œil du cyclone

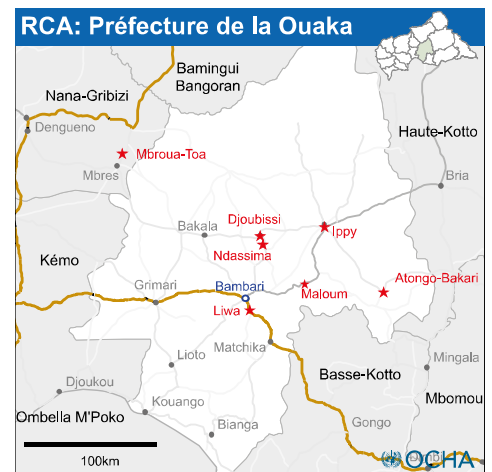
## Persévérance des foyers de tension

Les besoins humanitaires en République centrafricaine ne cessent de croître. Malgré les espoirs suscités par la Conférence des donateurs en novembre 2016 et l'engagement exprimé par la communauté internationale pour accompagner les efforts de relèvement et de consolidation de la paix, le pays continue d'être le théâtre de violents affrontements entre groupes armés rivaux manifestement en quête de suprématie et ressources financières. La conséquence immédiate de cet état de fait est une dégradation persistante de la situation humanitaire avec son corollaire de nouveaux déplacements et d'isolement de communautés entières dans certains cas. La détérioration du climat sécuritaire avec l'émergence de nouveaux foyers de tension entraîne aussi une restriction de l'espace et de l'accès humanitaire alors que les besoins des plus vulnérables ne cessent de croître.

## Vers de nouveaux déplacements et de nouveaux besoins

Au mois de février 2017, la violence des affrontements sur l'axe Briä – Ippy – Bambari – Grimari a été source de préoccupation pour la communauté humanitaire. Après Briä en novembre 2016, sur ce corridor, les accrochages entre groupes armés ont affecté plusieurs villes et villages qui se sont vidés de leurs populations. Avec l'avancée d'une coalition de groupes armés vers Bambari, il y a fort à craindre pour la protection des civils et des groupes vulnérables en particulier. La réponse aux nouveaux besoins générés par les déplacements récents risque également de pâtir de l'insécurité étant donné la réduction constatée dans l'espace humanitaire.

C'est le cas de la ville d'Ippy située à mi-chemin entre Briä et Bambari (111 km au Nord de Bambari). Entre le 11 et le 27 février 2017, plus de 230 personnes appartenant à une communauté à risque ont été contraints de vivre en enclave. Majoritairement composé de femmes et d'enfants, le groupe ne pouvait accéder ni au marché, ni aux points d'eau, ni aux structures sanitaires par crainte d'attaques. Un partenaire humanitaire avait tenté de mettre en place une clinique mobile pour pallier à cette contrainte mais l'initiative a été freinée par les menaces provenant de ces hommes armés. L'intervention des leaders communautaires avait toutefois permis de transférer les malades à l'hôpital d'Ippy.



Devant cette vulnérabilité extrême, la concertation entre le Bureau de la coordination des Affaires humanitaires (OCHA) en Centrafrique, la Force internationale, les partenaires humanitaires ainsi que les autorités locales et les leaders communautaires, a permis l'exfiltration du groupe, à sa demande, vers Maloum situé à 63 km au nord de Bambari. Sur place des familles hôtes ont accueilli les déplacés. Les besoins de ces derniers ont été pris en charge dans le cadre du plan réponse humanitaire en cours d'exécution à Maloum. Cette ville abrite déjà 4 063 personnes nouvellement déplacées et sont la conséquence directe des affrontements entre les groupes armés dans les préfectures de la Haute et Basse Kotto ainsi que de la Ouaka (Ndjoubissi, Ndassima, Ippy, Mbroutchou et Atongo-Bakari).

#### La sécurité sur le fil du rasoir

La rumeur de l'imminence d'un combat sanglant à Bambari avait participé à installer une certaine angoisse au sein de la population. Cette peur persiste malgré le départ des leaders des groupes armés de Bambari suite à un ultimatum lancé par la Force internationale. De ce fait, les commerces sont restés fermés au public pendant plusieurs jours en attendant d'avoir plus de certitude sur le sort de Bambari. En conformité avec son mandat de protection des civils, la Force internationale a renforcé son dispositif sécuritaire dans la préfecture avec un effort supplémentaire à Bambari. Les acteurs humanitaires sont toutefois prêts à apporter une réponse en cas de besoin. D'ores et déjà, en sus de sa population de 160 000 habitants, la sous-préfecture de Bambari abrite environ 50 000 déplacés répartis entre les sites et les familles d'accueil. Un conflit ouvert dans Bambari-ville pourrait considérablement augmenter le nombre de déplacés ainsi que les besoins humanitaires. Afin que cette projection ne se réalise pas, les acteurs humanitaires n'ont eu de cesse, à travers OCHA, de mener un plaidoyer en faveur du respect du Droit international humanitaire (DIH) ainsi que des principes humanitaires. Ce plaidoyer a aussi mis un accent particulier sur la protection des civils et leurs droits à accéder à une assistance humanitaire quel que soit leur appartenance ethnique, religieuse ou leur affiliation politique. D'un autre côté, la communauté humanitaire a insisté sur le besoin d'un accès sans entrave aux populations dans le besoin.

*« Il est intolérable que des civils fassent les frais des rivalités entre groupes armés. » s'est insurgé le Coordonnateur humanitaire dans un communiqué sur la protection des civils diffusé le 22 février.*

## 3,1 millions de dollars américains pour sauver des vies à Bria et Bambari

### Les besoins humanitaires restent importants en Centrafrique

La réserve d'urgence du Fonds humanitaire pour la République centrafricaine (FH-RCA) a finalisé l'allocation des financements suite à un appel spécial lancé en janvier 2017 pour la réponse d'urgence à Bria et à Bambari. D'un montant de 3,1 millions de dollars américains, il intervient dans un contexte marqué par la multiplication des foyers de tension, l'accroissement des besoins humanitaires et un sous-financement de l'action humanitaire sans précédent.

Les dernières crises ont généré un grand nombre de déplacés à Bria comme à Bambari. La communauté humanitaire a été en mesure de répondre assez rapidement aux besoins les plus urgents mais d'autres besoins tout aussi urgents sont restés entiers. Ces derniers n'ont pu être couverts ni par le million de dollars alloué par le FH pour l'assistance alimentaire aux populations affectées à Bria et ni par l'allocation du Fonds central d'intervention d'urgence (CERF) de six millions de dollars également sollicité pour l'aide alimentaire aux populations de Bria, Bambari et Kaga-Bandoro.



©OCHA/Ali Abdelrahman Abdelmoula Dawoud. Bria, Préfecture de la Haute Kotto, RCA (25 février 2017)  
– Une vue des denrées alimentaires disponibles sur le marché à Bria.

### Une allocation pour mettre en place des capacités de contingence minimale

L'allocation de 3,1 millions du FH permettra de couvrir les besoins les plus urgents et critiques pour « sauver des vies » à Bambari et Bria en mettant en œuvre des activités de réponse d'urgence.

Avec 7 projets, elle couvre des besoins en Abri et biens non alimentaires/Coordination et Gestion des Camps, Eau, hygiène et assainissement, Santé, Protection et Logistique. Elle permettra de renforcer la capacité de réponse multisectorielle notamment en mettant en place des capacités de contingence minimale tenant compte de la volatilité de la situation dans les localités ciblées.

D'ores et déjà, l'allocation a permis à un partenaire humanitaire d'installer un hub logistique à Bambari. Ce projet, financé par le Fonds humanitaire RCA vise à fournir des services logistiques à la communauté humanitaire dans le cadre de la mise en œuvre de la réponse à la crise aussi bien à Bria et qu'à Bambari. Avec ce hub, la communauté humanitaire bénéficiera d'une capacité de stockage accrue avec un entrepôt de type WikHall de 240m<sup>2</sup> en sus du hangar de 130 m<sup>2</sup> du PAM.

Les services comprennent également le transport gratuit d'intrants humanitaires de Bambari vers les autres axes de la préfecture de la Ouaka et Haute Kotto.

Il convient de noter qu'au cours des trois dernières années, le financement de l'action humanitaire a atteint son niveau le plus bas en 2016 avec un Plan de réponse humanitaire (PRH) financé qu'à hauteur de 36,2%. Dans le même temps les besoins continuent de croître.

Le financement du PRH pour 2017 est de 399,5 millions de \$ américains. OCHA encourage les partenaires et les bailleurs à rapporter leurs financements à travers le Financial Tracking Service (FTS- <http://fts.unocha.org>; [fts@un.org](mailto:fts@un.org)). Cette action collective permet de suivre le taux de financement dudit Plan, analyser les gaps et les besoins et prendre les décisions stratégiques appropriées pour l'allocation des fonds.

## Gros plan sur les violences basées sur le genre à Bambari

*De janvier à octobre 2016, 9643 cas de violences basées sur le genre ont été recensés. 86%, soit 8312 sont des violences faites aux femmes dont 1666 viols*

Les pics de violences armées, d'affrontements inter communautaires à Bambari et en Centrafrique en général ont pour corollaire des poussées de cas de viols, des déplacements massifs de femmes et de filles, l'augmentation du nombre d'enfants non accompagnés et des rapports dégradants entre des femmes et hommes d'une même famille.

Selon le Système de gestion de l'information sur les violences basées sur le genre (GBVIMS), 11 110 cas de violences basées sur le genre ont été recensés en 2016 dont 2313 cas de violence sexuelle. Les viols sont estimés à 1666 pour la période allant de janvier à octobre 2016 soit 17% des cas de violences. Ces chiffres sont pourtant largement sous-estimés en raison de la faiblesse des capacités de collecte des données sur ces violences mais également en raison du risque de stigmatisation pour les survivantes. La ville de Bambari n'échappe pas à cette situation.

### **L'histoire commune des femmes déplacées à Bambari.**

Une partie des femmes déplacées venues des environs sont arrivées à Bambari en quête de protection. Beaucoup vivent dans des conditions précaires après avoir laissé derrière elles tout ce qu'elles possédaient. Beaucoup restent marquées par les circonstances traumatisantes qui les ont poussés à s'enfuir. C'est le cas de Violette, (il s'agit d'un nom d'emprunt) qui porte sur son dos sa petite sœur qui vient à peine de naître. Elle a été témoin de l'assassinat de leur mère. Elles sont sous la protection des sœurs de la paroisse de Notre Dame. C'est aussi le cas de Sakina (nom d'emprunt), qui a trouvé refuge auprès d'une famille d'accueil après avoir perdu son mari. Désormais, elle s'occupe seule de ses enfants. Elle est soutenue par une organisation de femmes. La violence est le fil conducteur des histoires de ces femmes.

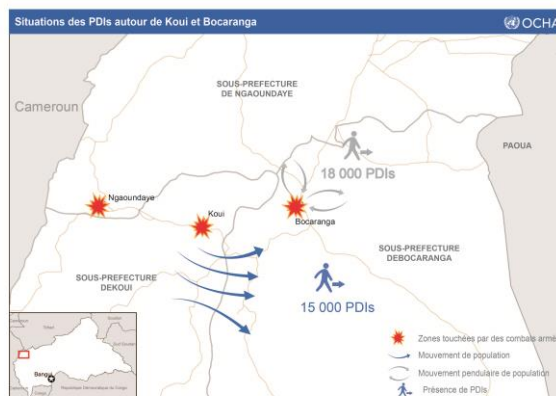
### **Rattrapées par les violences dans les sites de déplacés.**

Dans les sites de déplacés, les femmes essaient de recréer un environnement qui leur est familier et qui leur inspire confiance. Malgré la violence des événements dont elles ont été témoins, elles tentent de mener des vies normales et de gagner leurs vies à travers le petit commerce de détail. Le fait de vivre dans des sites de déplacés ne veut pas dire que ces femmes sont protégées contre toute violence. Les viols et harcèlements de toute sorte continuent.

Certaines femmes non accompagnées subissent parfois ces mêmes pressions pour obtenir de l'aide pour construire leurs huttes. Même dans les sites, elles ne sont pas à l'abri de la violence.

## Visibilité humanitaire réduite à Kouï

### Que deviennent les familles déplacées?



La situation humanitaire qui prévaut dans les préfectures de la Ouaka et de la Haute Kotto a fait passer celle de la préfecture de l'Ouham-Pendé dans l'ombre. En effet, depuis le 26 septembre 2016, l'invasion de la ville Kouï par un groupe armé a incité la quasi-totalité de la population à s'enfuir. Ainsi, 15 000 personnes se sont réfugiées à Bocaranga et plusieurs autres restent *incommunicado* dans la brousse, délestés de toute assistance humanitaire. La récurrence des

accrochages entre groupes armés dans les sous-préfectures de Kouï, Bocaranga et Ngaoundaye contraint la population à de multiples déplacements internes dans cette zone. La tension entre ces groupes a empêché, depuis fin septembre, tout accès humanitaire à Kouï.

### Vers la disparition de l'espace humanitaire

Cette situation démontre, par excellence, une dynamique de réduction voire de disparition de l'espace humanitaire en raison d'une insécurité chronique. Depuis septembre 2016, presque toutes les tentatives d'accès à Kouï par les acteurs humanitaires ont été refusées/empêchées par les hommes armés.

Une seule ONG internationale a, exceptionnellement, pu y accéder en mi-décembre 2016 après d'âpres négociations mais pour un temps très limité, insuffisant pour pouvoir réellement évaluer la situation humanitaire qui y prévaut. L'empreinte des groupes armés est telle qu'elle a réduit la réponse à la portion congrue à Kouï.

Au cours du dernier trimestre de l'année 2016, plusieurs ONG implantées à Bocaranga avaient temporairement suspendu leurs activités du fait de l'insécurité. A ce jour, les missions de plaidoyer sur l'accès humanitaire menées par OCHA auprès des groupes armés n'ont pas encore permis un accès sans condition et sans entrave à la population dans le besoin.

### Les défis à la protection des civils

Les civils font régulièrement les frais des attaques et des représailles des groupes armés. A titre d'exemple, le 3 février, une attaque à Bocaranga a fait une dizaine de morts et plusieurs blessés parmi les civils. Lors de cette crise, la base d'un partenaire humanitaire a été pillée avant d'être incendiée. Plus de 18 000 résidents de Bocaranga déplacés en brousse/périphérie étaient contraints à des mouvements pendulaires suite aux rumeurs de nouvelles attaques des groupes armés. Néanmoins, les acteurs humanitaires ont été en mesure d'apporter une réponse d'urgence aux besoins des personnes affectées, notamment en termes de santé, d'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement ainsi qu'en ce qui concerne la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

## Fermeture des sites de déplacés : Le quartier de Boeing renaît de ses cendres

Avant la crise de 2013, le quartier de Boeing, situé dans la commune de Bimbo entre l'aéroport international de M'Poko et le quartier de PK5 dans le 3<sup>e</sup> arrondissement, était le grenier de la capitale. La principale activité des habitants de ce quartier était la culture maraichère. L'activité agricole s'étendait jusqu'à l'espace fin qui sépare Boeing de l'aéroport de M'Poko. Les détaillants de légumes et de produits vivriers divers des petits marchés de quartier et du marché central de Bangui s'approvisionnaient auprès des maraichers de Boeing.

Avec l'éclatement du conflit armé en 2013, le poumon vert de Bangui est devenu la base arrière des groupes armés. Plusieurs fois théâtre d'affrontements sanglants, le quartier a été détruit à plus de 80%. Des maisons ont été incendiées et d'autres entièrement détruites par les pillages successifs. Pour avoir la vie sauve, les milliers d'habitants de cette banlieue n'ont eu d'autre alternative que de regagner le site de déplacés de M'Poko.

En décembre 2016, à la faveur du lancement de l'opération « Noël à la maison », après trois années passées sur le site de M'Poko, plus de 900 personnes ont décidé de retourner dans leur quartier d'antan. Malgré le plaisir de « rentrer chez soi », tout est à refaire, des habitations à la voirie et aux réseaux divers.

A Boeing, homme et femme essaient de trouver une source de revenus. Après le site de M'Poko, Victorine et sa famille sont revenues à Boeing. Avec l'aide d'ACTED, elle a pu reconstruire un deux pièces. Devant sa maison, elle essaie de joindre les deux bouts avec la vente d'épices et de condiments divers. Elle fabrique et commercialise aussi un alcool artisanal.



©OCHA/Yaye N. SENE. Boeing. Commune de Bimbo, Préfecture de l'Ombella M'Poko, RCA (17 février 2017)  
– Devant sa maison en construction, Victorine vend des condiments et de l'alcool de fabrication artisanale.

Quelques maisons plus loin, Pierre, un jeune homme lourdement handicapé, est installé devant un étal. Il vend au détail diverses denrées de première nécessité. Quelques jours auparavant (le 6 février), la mort d'un leader d'un groupe armé du quartier voisin du PK5 avait à nouveau semé la panique à Boeing. Pierre explique l'impact de cette insécurité sur son commerce. « Avant les incidents, je gagnais au quotidien entre 3000 à 4000 FCFA (6,48 dollars américains). Depuis quelques jours, c'est plus difficile. Les gens ont peur et se cachent chez eux ». En effet, comparé aux semaines précédentes, il régnait ce jour-là un calme inquiétant à Boeing. Les rues étaient désertes. Quelques rares bruits d'outils venaient perturber ce silence de temps à autre.

Norbert, un membre du comité d'enregistrement des victimes du quartier de Boeing ajoute un bémol. « En général, dans la journée, le quartier est calme et à moitié vide. La plupart des retournés vaquent à leurs occupations dans d'autres quartiers de la capitale. Ils ne reviennent que dans l'après-midi. Ceux qui sont partis au champ ne rentrent qu'au coucher du soleil. Le quartier est beaucoup plus animé le soir ». Le tableau dépeint par Norbert n'est pas la description la plus partagée par la majorité des habitants rencontrés. La sécurité et la protection restent encore des défis majeurs.

### Un comité mixte pour protéger les habitants du quartier

Les incidents survenus entre le 6 et le 8 février ont eu un impact négatif sur la quiétude du quartier. Pour veiller sur le quartier et donner un peu de sérénité aux anciens déplacés, les jeunes chrétiens et musulmans ont mis en place un comité de surveillance afin de veiller et protéger la population.

« Nous sommes tous nés ici, nous avons grandi ensemble, nous ne voulons plus être séparés par des conflits qui ne profitent qu'à un groupe de personnes.

Ce que nous voulons, c'est la sécurité et aider nos parents à retrouver une vie normale », a dit Idriss, un membre de ce comité, rencontré à Boeing.

### Vivre dans un quartier sans services sociaux de base

Au milieu des ruines, les habitants du quartier reconstruisent leurs maisons. Ils ont reçu une aide de l'ONG ACTED, qui leur a fourni du matériel de construction. Sur un financement d'ECHO, l'ONG prévoit de construire des maisons de deux chambres pour 500 ménages. L'appui financier du HCR lui permettra de construire 200 autres maisons.

La plupart des puits du quartier sont hors d'usage après trois années sans entretien. Comme dans d'autres quartiers de retour de la capitale, les habitants avancent l'hypothèse que des cadavres auraient été jetés dans ces puits.

Pour avoir de l'eau potable, certains retournés doivent se rendre au PK5 voisin. Ils parcourent ainsi plus de 800 mètres avec leur charge. Certains ferment les yeux sur la qualité de l'eau de puits et la consomment malgré les risques que cela comporte pour la santé. « Nous parcourons des centaines de mètres pour puiser de l'eau potable dans les quartiers voisins. Avec les incidents du 6 février dans le 3<sup>e</sup> arrondissement certains retournés ont peur d'aller au PK5 et consomment de l'eau sale qui peut les rendre malade » explique Derville qui a rejoint le quartier récemment.

Les résultats d'une évaluation faite par la Fondation suisse de déminage FSD révèle qu'il est nécessaire de créer de nouveaux forages en appui au réseau de la Société de distribution d'eau en Centrafrique (SODECA) afin que tout le quartier ait accès à l'eau courante potable. Toutefois le projet d'ouverture des forages n'a pu voir le jour faute de financement.

Le quartier ne possède pas non plus de centre de santé. Avant la clôture définitive du site de M'Poko, les retournés pouvaient encore profiter du centre de santé tenu par Médecins Sans Frontières (MSF). « Si les enfants tombent malade la nuit, nous ne savons pas comment faire. Il faut marcher jusqu'au centre de santé Mamadou Mbaïki, dans le 3<sup>e</sup> arrondissement », regrette Florence, une retournée du site de M'Poko. Une maternité est en construction avec le concours de MSF. En effet, une des grandes préoccupations de la population est le manque de structure sanitaire.

Le quartier de Boeing compte à ce jour plus de 200 ménages de retour au quartier Boeing. Dans le cadre de l'initiative « Noël à la maison » initié par le gouvernement avec le soutien des acteurs humanitaires, depuis décembre des milliers de déplacés regagnent leurs quartiers d'origine. A Bangui et Bimbo, 20 sites ont été totalement ou partiellement fermés. Ceci a permis le retour de près de 12,976 familles soit 41,339 déplacés.



©OCHA/Virginie Bero Boeing. Commune de Bimbo, Préfecture de l'Ombella M'Poko, RCA (17 février 2017) – En raison de la pénibilité de la corvée d'eau, cette femme s'arrête quelques instants en cours de route pour reprendre son souffle.

## Atténuer la souffrance des populations vulnérables : Le combat de l'ONG ADIH

A sa création en 2012, Action pour le développement intégral des humains (ADIH) intervenait dans le développement. L'acuité de la crise de 2013 et l'ampleur des besoins l'ont forcé à réorienter ses activités vers l'humanitaire dans les préfectures de la Mambéré Kadéï, de la Sangha Mbaéré et la Nana Mambéré. Depuis Berbérati où l'ONG ADIH a son siège social, elle intervient dans le domaine de la santé, de l'éducation, de la sécurité alimentaire et de la protection. Elle dispose d'un vaste programme de soutien aux orphelins financé par INTERACT et *Vision Trust International*. Grâce à l'appui de ses partenaires financiers, ADIH aide 684 orphelins dans neuf villes du pays : Gamboula, Berberati, Dédé Mokouba, Nola, Carnot, Douaka, Bania. Certains parmi ces enfants vulnérables sont inscrits à l'établissement scolaire de la Faculté de théologie biblique (FATEB) à Bangui.

*A Bangui et Bimbo, 20 sites ont été totalement ou partiellement fermés. Ceci a permis le retour de près de 12,976 familles soit 41,339 déplacés.*

Dans les préfectures de la Sangha Mbaéré et la Mambéré Kadéï, ADIH vient particulièrement en aide aux enfants pygmées. Issus d'une minorité, ils sont souvent stigmatisés et rejetés dans les écoles publiques. Face à ce rejet et face au manque de ressources pour assurer une scolarisation dans de meilleures conditions, les parents sont souvent obligés de retirer leurs enfants du système scolaire pour les réorienter vers des activités traditionnelles de chasse et de cueillette.

Pour redonner une chance à ces enfants et leur rendre leur droit à l'éducation, ADIH a ouvert trois écoles. Ces établissements ont été créés dans les villages de Yondo, Kanza et Lindjombo dans la sous-préfecture de Bayanga à 225 kilomètres de Berberati. Plus 300 enfants pygmées y ont accès à l'éducation gratuitement. ADIH leur distribue aussi des rations alimentaires et prend en charge les enseignants. Ces peuples minoritaires n'ont pas été épargnés lors des conflits armés qui ont éclaté en 2013. Pour sauver leur vie, ils se sont réfugiés dans la forêt. A travers des campagnes de sensibilisation et des messages de cohésion sociale et de paix, ADIH a pu convaincre les pygmées fuyant les combats entre les groupes armés, la maltraitance et les tortures à sortir de leur cachette. Grâce à un plaidoyer de l'ADIH, un financement de la FAO a permis aux familles pygmées de bénéficier de semences. «C'est une manière d'amener ces minorités à assurer leur prise en charge mais aussi de les protéger contre les mauvais traitements qu'elles subissent de la part des autres communautés », a relevé Sylvain Lima, le Directeur exécutif d'ADIH.



© ONG ADIH - Des enfants pygmées devant leur école au village Kanza.

Par ailleurs, pour pallier à l'insécurité alimentaire dans la région sud-ouest de la Centrafrique, en 2016, ADIH en partenariat avec la FAO a procédé à la distribution de 33 000 tonnes des kits agricoles dont deux tonnes des outils agricoles et 31 tonnes de semences à 1000 ménages. Au total 500 ménages dans la commune de Bilolo et 500 autres dans la commune de Yobé Sangha ont bénéficié de cette assistance. «Il s'agit d'un succès dont nous nous réjouissons particulièrement car ADIH a été le premier acteur humanitaire à joindre ses villages enclavés à cause de l'insécurité et la dégradation des

routes» s'est félicité le directeur exécutif.

Dans le domaine de la santé, à Gamboula dans la Sangha Mbaéré, ADIH a ouvert une structure qui est devenue l'hôpital de district reconnu comme tel par le Gouvernement. L'hôpital qui dispose de 200 lits possède un bloc opératoire, un laboratoire, une maternité, un service ophtalmologique et une la pharmacie. Huit dispensaires ont également été ouverts dans les villes de Bayanga, Nola, Bania, Carnot, Baoro, Douaka et Amadagaza. Les personnes vivant avec le VIH- Sida bénéficient également d'une prise en charge.

Contactez l'ONG ADIH aux adresse suivantes : Tél. 00 (236) 77 88 11 00 /75 32 09 11

E-mail: [limasyvain@gmail.com](mailto:limasyvain@gmail.com)/[josuembami@gmail.com](mailto:josuembami@gmail.com); site [www.adihorganisation.com](http://www.adihorganisation.com) web :

BP 13, Berberati

## Les bonnes nouvelles

### 6 millions de dollars pour la sécurité alimentaire en RCA

Le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, Stephen O'Brien, a approuvé l'attribution de 6 millions de dollars du Fonds central d'intervention d'urgence (CERF), soit plus de 3,5 milliard de francs CFA pour soutenir la réponse humanitaire aux nouvelles urgences en République centrafricaine. Cette allocation permettra au Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) de venir en aide à 36 800 personnes nouvellement affectées par l'insécurité alimentaire dans les zones de Kaga Bandoro, Bambari et Bria, suite à la multiplication des crises lors du dernier trimestre de l'année 2016. L'allocation d'urgence du CERF permettra, avec environ 3 600 tonnes de vivres, de répondre aux besoins alimentaires d'urgence pendant 4 mois. A Bria et ses environs, 12 800 personnes affectées, 10 000 à Bambari, Grimari et les alentours et enfin 14 000 personnes dans la zone de Kaga Bandoro bénéficieront d'une assistance vitale.



©OCHA/Ali Abdelrahman Abdelmoula Dawoud. Bria, Préfecture de la Haute Kotto, RCA (25 février 2017)  
– Une vue des denrées alimentaires disponibles sur le marché à Bria.

### Reprise des vols de UNHAS vers Kaga Bandoro

UNHAS RCA a repris ses vols réguliers vers Kaga Bandoro depuis le samedi 18 février 2017. Ils avaient été suspendus depuis le 3 février 2017 pour des raisons sécuritaires et à cause de la dégradation de la piste. De plus la présence de débris et d'objets étrangers sur la piste constituaient un danger lors de l'atterrissage et le décollage des avions. Avec le soutien de la communauté humanitaire et de la Force internationale, un cordon sécuritaire a été installé le long de la piste qui a également été nettoyée. Avec la crise d'octobre 2016, un camp de déplacés s'était spontanément installé aux abords de la base de la Force internationale qui jouxte aussi la piste de l'aérodrome de Kaga Bandoro.



©UNHAS. Kaga Bandoro, Préfecture de la Nana Gribizi – Piste de l'aérodrome rénové.

## En bref

### Briefing sur la situation humanitaire en Centrafrique à Yaoundé

La République centrafricaine constitue encore une priorité absolue pour les acteurs humanitaires. Depuis le mois de septembre 2016, la situation ne cesse de se dégrader entraînant une augmentation considérable des besoins à cause de la recrudescence de la violence dans plusieurs villes alors l'action humanitaire n'a jamais été autant sous-financé. Bambari, Kaga Bandoro, Bria, Kouï et Bocaranga sont devenues emblématiques de cette détérioration. Afin que la crise humanitaire en Centrafrique ne soit ni oubliée ni ignorée, OCHA organisera le 15 mars 2017 à Yaoundé une session d'information à l'endroit des partenaires financiers, des représentants des Etats-membres des Nations Unies et du corps diplomatique accrédités au Cameroun

Pour plus d'informations, veuillez contacter:

**Joseph Inganji**, Chef de Bureau, [inganji@un.org](mailto:inganji@un.org), Tel. (+236) 70738730

**Yaye Nabo Séné**, Cheffe, Information publique, [seney@un.org](mailto:seney@un.org), Tel. (+236) 70087565

Les bulletins humanitaires d'OCHA sont disponibles aux adresses suivantes: [www.unocha.org/car](http://www.unocha.org/car) | [www.unocha.org](http://www.unocha.org) | [www.reliefweb.int](http://www.reliefweb.int)